

Comité Hygiène et Sécurité 15 mars 2011

Ordre du jour :

- Bilan exercice 2010,
- Visites de sites,
- Projet de budget 2011,
- Questions diverses.

*Avant d'aborder l'ordre du jour, les représentants des personnels **FO DGFIP** ont tenu à faire part de leurs observations liminaires touchant au fonctionnement du CHS.*

*Dans un premier temps, la délégation **FO DGFIP** a tenu à dénoncer l'attitude agressive et méprisante affichée par un représentant de la Direction à l'égard des délégués des personnels lors d'un récent groupe de travail préparatoire à ce CHS.*

Nous avons rappelé au Président (Gilles MONNERIE, DDFIP) qu'une telle attitude vis-à-vis des représentants des personnels témoigne aussi d'un manque de respect vis-à-vis de l'ensemble des agents. Nous espérons que ce genre de comportement peu conforme aux bonnes pratiques du dialogue social ne se reproduira pas à l'avenir.

*Suite à l'intervention de **FO DGFIP** d'avancer la date de ce CHS au 15 mars 2011, nous avons pris acte de la décision du président du CHS de donner une suite favorable à notre proposition. Pour **FO DGFIP**, anticiper le calendrier de travail du CHS en étudiant notamment les cahiers et les propositions d'action plus en amont, permettra d'engager de façon plus précoce les crédits du CHS.*

*Nous avons également demandé des précisions sur le rôle des représentants des personnels en CHS. Pour **FO DGFIP**, nous devons être associés le plus en amont possible aux projets immobiliers mais nous n'avons pas vocation à intervenir dans le montage technique des dossiers. Notre rôle, en revanche, est bien de contribuer à ce que les prises de décision des actions à mener, aillent dans le sens de l'amélioration des conditions de travail des agents. Ce travail doit contribuer à éviter un certain nombre d'erreurs et ainsi limiter les actions correctives ultérieures dont les coûts sont non négligeables.*

En réponse à notre intervention, le Président du CHS nous a indiqué que l'attitude que nous dénonçons en ouverture de ce CHS relevait certainement de la maladresse et qu'il veillerait à ce que de semblables initiatives ne se renouvellent pas à l'avenir...

Sur la question de notre revendication d'avancement du calendrier du CHS ; il a souligné qu'il était en effet souhaitable que les choses aillent dans ce sens en rappelant que les contraintes liées aux marchés publics ne doivent pas ralentir les travaux de cette instance.

Bilan exercice 2010 :

*La dotation annuelle était de **178 899 €**. L'ensemble des crédits ont été utilisés. **Nous avons en revanche interrogé le Président sur l'utilisation des crédits (38 880 €) dévolus à l'achat de stores vénitiens pour le site de Brest Duquesne. (participation du CHS à hauteur de 10 000 €)**. Une visite sur place le 15 février a révélé l'insatisfaction sur ce sujet de la part des agents. Il semble également que les nouveaux stores ne soient pas installés. Autre constat, Un détecteur de présence qui a fait l'objet de travaux récemment ne marche toujours pas...*

Le Président nous a indiqué qu'il va demander des précisions sur ces sujets en s'engageant à nous répondre ultérieurement...

Nous avons également souhaité avoir un meilleur suivi des stages organisés par le CHS, et de pouvoir disposer d'un bilan d'activité en terme de taux présence, d'indice de satisfaction et de population sensibilisée. Cela nous permettra d'affiner la programmation des stages à venir et de veiller à ce que l'ensemble des personnels, y compris ceux des petits postes, puisse y assister.

Les visites de sites :

Le 15 février 2011, une délégation du CHS a visité deux SIE ainsi que les deux Conservations des Hypothèques de Brest. L'idée était d'envisager une étude ergonomique sur l'un des services. Parmi les observations faites, des problèmes récurrents reviennent : problème d'ambiance lumineuse, problème de classement, d'archivage, problème de stores.

La réflexion menée par le CHS a abouti à retenir une étude ergonomique sur un SIE.

Il est à noter également qu'une étude ergonomique est en cours sur le CPSR de Brest. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des engagements pris par la Direction Générale de faire conduire par un organisme indépendant des études ergonomiques sur les CPS de Lyon, Lille et les CPSR de Brest et Bordeaux.

Nous avons demandé à être tenus informés des travaux et des conclusions, car si cette initiative est conduite sur un nombre de sites limités, les résultats seront étendus à l'ensemble des CPS.

Projet de budget CHS 2011 :

Les deux groupes de travail préparatoires ont permis d'analyser les cahiers CHS et les demandes des agents. Nombreuses sont celles qui font l'objet d'actions de la part du CHS, notamment sur les thèmes liés à l'amélioration des ambiances lumineuses, de l'isolation thermique, et également des stages de formation.

Cependant, de nombreux sujets liés à l'hygiène et à la sécurité demeure, et devront rapidement être pris en compte par les administrations concernées.

La délégation **FO DGFIP** a rappelé que sur de nombreux sites, les agents se plaignent de la qualité du nettoyage des locaux. Les prestations offertes par la société ONET ne répondent pas à ce que l'on est en droit d'attendre de sa part. **Nous avons rappelé aux administrations leur devoir de vigilance et d'intervention sur ce problème qui a déjà été souligné par le rapport annuel des Inspecteurs Hygiène et Sécurité faisant état d'un nettoyage des locaux jugé insatisfaisant.**

Concernant les incivilités constatées à proximité de la trésorerie de Brest Municipale, nous avons rappelé qu'il est nécessaire d'étudier rapidement des solutions en liaison avec Brest Métropole Océane propriétaire des locaux.

Nous avons également indiqué au Président que, dans bons nombres de services, les agents utilisent des rehausseurs d'écrans « improvisés » ce qui pose la question de l'aménagement des postes de travail des agents. En réponse à notre intervention, le Président s'est engagé à faire analyser ces demandes en relation avec les médecins de prévention pour savoir si elles répondent à un réel besoin ou si les aménagements des plans de travail doivent être revus.

Concernant le financement de chaises d'évacuation pour handicapés, le Président a indiqué souhaiter une réflexion plus approfondie sur ce sujet. Un recensement des sites prioritaires semble nécessaire et il s'avère également utile de rechercher s'il n'existe pas d'autres dispositifs qui permettent d'assurer l'évacuation des locaux en cas d'incendie en toute sécurité. L'attache des pompiers pourra être envisagée.

Pour les formations relatives à la gestion du stress, la délégation **FO DGFIP** a reconnu leur intérêt car elles s'inscrivent dans le cadre des actions devant conduire à l'amélioration des

conditions de travail. Cependant, ces formations ne peuvent à elles seules résoudre l'ensemble des difficultés liées à la souffrance au travail dont les vraies raisons sont désormais évidentes :

- Suppressions d'emplois ;
- Pluie d'objectifs à atteindre ;
- Flopée d'indicateurs ;
- Restructurations ;
- Déménagements ;
- Absence de soutien ;
- Flicage...

Force est de constater que si nous pouvons approuver des dispositifs de prévention des risques psychosociaux, nous n'en attendons pas la solution miracle pour supprimer le stress des agents.

Pour FO FGFIP, l'arrêt des suppressions d'emplois et des réformes incessantes est le meilleur remède pour stopper cette dérive infernale !

Dans le cadre du financement CHS des exercices d'incendie, nous avons également demandé à être destinataires des comptes-rendus de ces interventions. **Nous avons rappelé aux administrations leur responsabilité sur les questions d'organisation des conditions d'évacuation des locaux et de formation des agents.**

La délégation FO DGFIP a voté pour ce budget 2011. Nous resterons vigilants afin que les crédits du CHS ne soient pas détournés pour servir de variable d'ajustement de la mise en conformité des locaux, engendrée notamment par les réformes de structures.

**N'OUBLIEZ PAS DE TRANSMETTRE A VOS REPRESENTANTS
FO DGFIP VOS REMARQUES ET PROBLEMES DIVERS
RENCONTRES AFIN QUE NOUS PUISSIONS DEFENDRE AU MIEUX VOS
CONDITIONS MATERIELLES DE TRAVAIL.**

VOS REPRESENTANTS FO au CHS : Murielle MORICCI (DDFIP Quimper) ; Michelle GALLY (Trésorerie de Brest Municipale) ; Didier KERDONCUFF (SIE Châteaulin) ; Denis CAMARET (SIP Abers Brest).



Bulletin D'adhésion

NOM :

PRENOM :

GRADE :

AFFECTATION :

Déclare vouloir adhérer au Syndicat FORCE OUVRIERE des Finances Publiques.

Fait à

, le

signature